Péril . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 14 septembre 1934

Voici le péril qui frappe le Caire depuis quelques jours. Ses premiers signes sont apparus samedi ; le ministre en fut informé mardi ; et le gouvernement entreprit de le repousser mercredi, luttant et s'efforçant toujours contre lui, appelant à la rescousse, par télégramme, des renforts venus d'Angleterre et des provinces les plus lointaines.

Peut-être réussirons-nous dans cette lutte d'ici quelques jours. Mais une chose ne fait aucun doute : un grand péril s'est répandu dans l'air du Caire depuis plusieurs jours, le corrompant au plus haut point, l'emplissant de ces germes mortels dont certains pourront échapper au mal tandis que d'autres n'y échapperont point, et dont nul ne saurait simplement se soustraire.

Si l'on recherche la source de ce péril, on découvre que le ministère a invoqué la négligence d'un groupe de fonctionnaires directement responsables de certains équipements. Le ministère annonça ensuite dans les journaux qu'il avait suspendu certains de ces responsables de leurs fonctions, muté d'autres à un autre poste, retranché une demi-mensualité du salaire d'un troisième homme, et transféré l'autorité sur cette affaire d'un sous-secrétaire à un autre. Puis il poursuivit sa lutte contre le péril, de concert avec le ministère de la Santé.

Il est fort probable que le ministère s'en tiendra là dans la détermination des responsabilités, fort probable qu'il se considère lui-même comme ferme dans les mesures qu'il a prises et les sanctions qu'il a infligées, et fort probable aussi qu'il attend de la part du public l'admiration, l'approbation et les éloges pour sa fermeté, sa résolution et sa promptitude à affronter les crises.

Mais il est du droit du public que le ministère lui éclaircisse certains points qui ont besoin de l'être. Ces fonctionnaires qui furent sanctionnés ne se montrèrent négligents que parce qu'ils trouvèrent une voie ouverte à la négligence, et ils trouvèrent cette voie ouverte parce qu'ils ne ressentaient aucune surveillance étroite et continue — ils ne virent, au contraire, qu'un relâchement général, une carence globale, une paresse généralisée ; aussi se relâchèrent-ils avec ceux qui se relâchaient, faillirent-ils avec ceux qui faillissaient, et devinrent-ils paresseux avec les paresseux. Et comment ne se seraient-ils pas relâchés, n'auraient-ils pas

failli, ne seraient-ils pas devenus paresseux, quand l'un d'eux pouvait se rendre au ministère et n'y trouver, ou n'y trouver presque, aucun de ses chefs — tous dispersés dans les villes d'estivage d'Égypte et de l'étranger ? Les uns se reposent en congé ; les autres se reposent tout en étant nominalement chargés là-bas de quelque tâche, là où se reposent les ministres et les hauts fonctionnaires, sur la belle côte d'Alexandrie. Et ces chefs eux-mêmes sont excusables, car ils ne font que suivre la voie des ministres et des sous-secrétaires, qui se sont fatigués tout au long de l'année et qui se reposent lorsque vient l'été — et le genre de repos que les hommes préfèrent entre tous est celui qui ne leur coûte ni effort ni argent, mais qui est accordé à ceux qui en bénéficient aux frais de l'État, sous prétexte d'accomplir une partie de ses tâches.

Si ces chefs avaient vu les ministres et les sous-secrétaires résider au Caire, où se trouve leur travail, plutôt qu'à Alexandrie, où se trouve leur confort, ils auraient eux aussi résidé au Caire — et l'on n'aurait pas connu ce vide étrange que trouve quiconque se rend dans un bureau du gouvernement, au Caire, en cette saison où les hauts fonctionnaires jouissent, aux frais de l'État, du repos, du luxe et du bien-être, tandis que la vie des gens et leurs services publics sont exposés aux dangers les plus affreux.

Il est un autre point que le ministère doit absolument éclaircir pour le public. On prétend qu'il aurait câblé à l'Angleterre pour demander certaines pièces, afin de réparer l'appareil qui s'était brisé — pièces introuvables en Égypte. Comment donc le gouvernement peut-il vivre dans ce pays de cette façon étrange et périlleuse, sans précaution, sans prudence, sans préparation aux imprévus — ces imprévus susceptibles de survenir n'importe quel jour ?

Un appareil se détraque, et l'on ne peut le réparer qu'en faisant venir d'outre-mer les pièces nécessaires à cette réparation — comme si le ministère avait reçu du temps lui-même la promesse solennelle que ses appareils ne pourraient jamais se détraquer, ni s'arrêter, ni subir le moindre dommage. Si tel est tout ce que possède le gouvernement, et tout ce dont il est capable, en fait de préparation aux accidents qui surviennent et aux malheurs qui frappent, alors les Égyptiens doivent être certains qu'ils n'ont le droit de se sentir en sécurité sur rien, ni d'être rassurés sur quoi que ce soit. Ils se tiennent, au contraire, au bord même du gouffre, susceptibles d'y être précipités d'un instant à l'autre, sans personne pour les en retenir ou les en sauver.

Non — telle n'est point la conduite des gouvernements qui connaissent le sens du pouvoir, qui en mesurent les devoirs, qui en assument les responsabilités, et qui savent que leur premier devoir est de songer davantage au lendemain qu'à hier et qu'à aujourd'hui, de songer à protéger le peuple plus qu'à se protéger eux-mêmes, et de songer à combattre les dangers susceptibles de coûter des vies, du sang et des biens plus qu'ils ne songent à combattre le Wafd, ou à piétiner la liberté de la presse.

La vie des habitants du Caire se trouve, en ces jours, exposée à un grave danger. Même une fois la panne réparée et les choses remises en l'état où elles étaient, le mal aura déjà été fait, l'air déjà corrompu, les germes déjà répandus — et il est tout à fait possible que le danger déborde la ville du Caire pour gagner les faubourgs et les villes voisines. Et la responsabilité de ce grand mal ne retombe pas sur ces seuls fonctionnaires qui ont été, ou seront, sanctionnés — elle retombe sur d'autres hommes, dont le devoir était de demeurer au Caire sans jamais le quitter, de surveiller les fonctionnaires sans jamais faillir dans cette surveillance, d'accomplir le travail pour lequel ils sont rétribués, et de protéger la vie et les services publics qui leur sont confiés.

Voilà les véritables responsables ; voilà les véritables fautifs. Et pourtant j'ai la certitude qu'on ne leur demandera jamais de comptes, qu'on ne les tiendra jamais pour responsables, et qu'ils ne changeront rien du tout à leur conduite. Les bureaux resteront vides, ou presque vides, jusqu'au retour des ministres dans la capitale, et les hauts fonctionnaires comme les petits continueront de faire la navette entre le Caire et Alexandrie, sous prétexte de travail en apparence, mais en réalité à la recherche du repos et de la villégiature. Quant à la vie des gens, quant à leurs services publics, quant à l'ordre, quant à la réputation de l'Égypte — toutes ces choses pourront être examinées une fois que les ministres seront rentrés . . .